

Déclaration commune des professeurs en grève de la Cité Scolaire Dupleix – Landrecies

Nous dénonçons massivement le fait que les structures soient prioritaires sur l'humain, selon les termes de Mme la Rectrice.

Nous pensons, quant à nous, que l'humain doit être la finalité de tout acte éducatif.

Les suppressions massives qui nous touchent cette année ne sont que l'aboutissement d'une politique systématique de destruction menée depuis 5 ans.

Une logique purement comptable a remplacé des préoccupations d'ordre pédagogique, en prétendant abusivement être au service de l'élève.

Concrètement, cela se traduit par :

- Moins d'enseignants
- Plus d'élèves par classe
- Des horaires, des projets supprimés
- Des suppléances et/ou des enseignements non assurés
- L'embauche de personnels précaires
- Des dispositifs pseudo-pédagogiques et pseudo-personnalisés à la place de véritables cours disciplinaires
- Des enseignants sur plusieurs établissements éloignés, qui, de fait, ne peuvent plus accompagner les élèves et s'impliquer dans les équipes.

Et notamment chez nous, à la Cité Scolaire Dupleix :

- 8 postes $\frac{1}{2}$ perdus au lycée, un au collège alors que la démographie est en hausse
- Des classes surchargées qui ne seront plus dédoublées (jusqu'à 35 élèves par classe, des $\frac{1}{2}$ groupes non garantis en science, en langue vivante, entre autres)
- Des recrutements précaires de personnes non-formées, et non qualifiées qui discréditent le métier - Pôle emploi nous envoie ce qu'il trouve -
- En économie-gestion, plus absurde, on supprime le poste d'un titulaire présent dans l'établissement depuis de nombreuses années au profit d'un poste de stagiaire et on impose à la discipline 24 heures supplémentaires
- Des collègues, l'an prochain, travailleront sur trois établissements, état de fait banalisé
- Manque de surveillants
- Si rien n'est fait, le choix des élèves (filières, enseignements de spécialité) risque d'être compromis.

Mme la Rectrice a un cahier des charges clair : fermer un maximum de postes.

C'est le cas, par exemple, au Lycée Maxence Van der Meersch de Roubaix ; ou encore, des 18 postes perdus l'an passé au Lycée Jessé de Forest d'Avesnes sur Helpe, des exemples parmi tant d'autres.

La volonté de saper l'Éducation nationale est une évidence. La situation que nous subissons est la conséquence directe des choix gouvernementaux de ces cinq dernières années, alignés sur les directives européennes.